

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 01/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMB

La Michellerie
28150 Prasville

Références : VAT 2025 0360
Code AIOT : 0010002589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement SMB implanté Le Rondeau 28140 Guillonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée organisée dans le cadre de l'action départementale sur les remblais de carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMB
- Le Rondeau 28140 Guillonville
- Code AIOT : 0010002589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière SMB à Guillonville est une carrière de calcaire.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/05/2020, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Acceptation préalable - Procédure	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
2	Document d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
3	Les déchets non admis en carrière	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet
4	Contrôle à réception	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Acceptation préalable - Procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation préalable - Procédure
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2

du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

L'exploitant de l'installation a mis en œuvre une procédure d'acceptation préalable. Avant toute arrivée sur site de remblais, l'entreprise doit transmettre une Déclaration d'Acceptation Préalable (DAP) dûment complétée et signée. Cette déclaration est contrôlée et vérifiée afin de s'assurer de la conformité des remblais avec ceux autorisés sur la carrière. Une fois validée, elle est enregistrée dans le logiciel de gestion.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une DAP signée et validée le 21 juillet 2025, relative à un déchargement de remblais, le 31 juillet 2025 à 8 h. Cette DAP contient l'ensemble des éléments requis.

À chaque arrivée de camion transportant des remblais, l'agent d'accueil s'assure que :

- la DAP est valide ;
- le chantier correspond à celui mentionné dans la DAP ;
- les remblais présentés sont conformes à ceux décrits dans la DAP ;
- le tonnage livré ne dépasse pas le tonnage autorisé par la DAP (un blocage logiciel intervient automatiquement en cas de dépassement).

L'installation est équipée d'un pont-bascule. La DAP précise le tonnage maximal autorisé pour un chantier précis, généralement réparti sur plusieurs déchargements. À chaque passage, le tonnage est saisi dans le logiciel ; en cas de dépassement, le camion est refusé jusqu'à la présentation d'une nouvelle DAP.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Document d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Document d'admission

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

<ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis une Déclaration d'Acceptation Préalable (DAP) dûment complétée et signée (référence : DAPE-W 054201). Le numéro de cette DAP est reporté sur le bordereau d'acceptation le jour du déchargement.</p> <p>L'exploitant précise que la DAP doit impérativement être transmise avant la présentation du camion sur le site. Ce document comporte l'ensemble des informations prescrites : identité, numéro SIRET et coordonnées du producteur des déchets ; identité, numéro SIRET et coordonnées des transporteurs ; origine des déchets ; désignation et code à six chiffres des déchets ; quantité concernée en tonnes ; ainsi que la durée de validité.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Les déchets non admis en carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Les déchets non admis en carrière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;

- des déchets radioactifs.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le site reçoit principalement des terres et cailloux (code déchet : 17 05 04). L'examen du registre des déchets entrants pour le mois de juillet confirme que seule cette catégorie de déchets a été acceptée.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées constate que la zone de remblais contient exclusivement des terres et cailloux.</p> <p>Un unique morceau de plastique a été observé sur la zone. Celui-ci a été retiré dès le lendemain. L'exploitant a transmis, par courrier électronique, une photographie de la zone avec le plastique, une seconde après nettoyage, ainsi qu'une image de la benne dans laquelle il a été déposé.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle à réception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle à réception
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant d'un contrôle inopiné réalisé dans le cadre d'une action portant sur plusieurs sites, la visite effectuée en fin d'après-midi n'a pas permis à l'inspection de vérifier les procédures de contrôle en présence d'un camion.</p> <p>Le responsable de l'installation précise que le premier contrôle est effectué au moyen d'une caméra à l'accueil afin d'examiner la partie supérieure du chargement, puis un second contrôle est réalisé lors du déchargement, avant toute opération de nivellement des remblais. Le départ du camion n'est autorisé qu'après validation par l'opérateur sur la zone.</p> <p>L'agent d'accueil veille à ce qu'une personne soit en permanence présente sur la zone de remblais, équipée d'un talkie-walkie, avant d'autoriser l'acheminement d'un véhicule pour déchargement.</p> <p>Plusieurs bennes de tri sont disposées à proximité immédiate de la zone de remblais ainsi qu'au niveau de l'installation.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité

Prescription contrôlée :

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre des déchets entrants, lequel recense l'ensemble des informations requises : identité du client, tonnage, immatriculation du véhicule, numéro du bon associé, code et désignation du déchet, chantier d'origine, ainsi que la zone d'enfouissement correspondant au plan topographique disponible sur le site. Une rubrique spécifique précise en outre si le chargement est conforme, sur la base des contrôles et de la DAP.

L'examen du registre des déchets entrants pour le mois de juillet a permis à l'inspection de relever, le 1er juillet (page 2/38, numéro BL : LA 700966), la présence de deux dates distinctes indiquées dans la dernière colonne, ainsi que deux horaires différents pour un même véhicule et un seul tonnage. Une anomalie similaire a été observée le 17 juillet 2025 (page 28/38, numéro BL : LA 10700971).

Par ailleurs, l'exploitant tient également un registre des refus. Depuis le début de l'année 2025, huit camions ont été refusés. Ce registre mentionne pour chaque refus la date, l'heure, le véhicule, l'immatriculation, le transporteur, le numéro client, le chantier ainsi que le motif du refus. La majorité de ces refus concerne l'absence de DAP, seulement trois d'entre eux résultent de la présence de matériaux non inertes.

Constat : Pour les deux lignes du registre des déchets entrants correspondant aux numéros BL : LA 700966 et LA 10700971, l'exploitant devra justifier et expliquer les raisons des divergences constatées entre les dates et les horaires de réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités autorisées
Prescription contrôlée : [...]Le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur aux site est de 72 000 m3/an [...]
Constats : L'inspection des installations classées relève que l'exploitant procède à sa déclaration GEREP. Dans l'application, celui-ci a déclaré un volume de 10,15 kt pour l'année 2024. Par courrier électronique daté du 4 août, l'exploitant a indiqué avoir réceptionné un tonnage de matériaux de remblaiement extérieur s'élevant à : <ul style="list-style-type: none">• 101 511 tonnes pour l'année 2024 ;• 130 742 tonnes pour la période du 1er janvier au 31 juillet 2025. Une incohérence est constatée dans la conversion des unités exprimées en kilotonnes (kt) en tonnes. Constat : L'exploitant devra justifier du volume de matériaux de remblaiement extérieur effectivement réceptionné en 2024 ainsi que pour la période débutant au 1er janvier 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours